

# LA « DRÔLE DE GUERRE » DES DEMOISELLES

Ce texte n'est pas une histoire de la guerre des Demoiselles, épisode ariégeois d'insurrections montagnardes dans les Pyrénées (1829-1872). Il s'agit plutôt de voir, à partir de là, comment une histoire officielle tire parti de tels événements "hérétiques", en les occultant et les manipulant, pour les intégrer au récit commun illusoire d'une mythologie nationale.

Ainsi, en 1973, la monumentale *Histoire de la France Rurale*<sup>1</sup> évoque ces « types de phénomènes que nous appellerions aujourd'hui "banditisme agraire" ou "maquis", et qu'on appela à l'époque "Guerre des Demoiselles" ». Ou comment la modernité savante élabore une vision marginale, exotique, folklorique des faits.

En 1993, pour l'historien local Christian Desplat, il s'agit d'un tout autre contexte : *La guerre oubliée, guerres paysannes dans les Pyrénées, XII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*. Le long cycle d'une civilisation populaire porteuse d'un autre sens de la vie, et qui met en question la nature même de la vérité historique où se forge notre identité.

---

1 J-F. Soulet, Les Pyrénées au XIX<sup>e</sup> siècle.

## Comment se fabrique le “sens de l’Histoire” ?

Je me souviens de ce vieil homme – c’était dans les années 1970 – planté devant notre maison, à contempler les immensités boisées du massif de l’Arize, silencieux, et puis, au bout d’un long moment : « Je ne me reconnais pas ».

Il avait quitté, enfant, cette vallée où il était né, et n’y était pas revenu jusqu’à ce jour. Il gardait le souvenir d’une vallée paysanne de champs cultivés, de prés de fauche, de pâturages, là où on ne voyait, maintenant, partout, que des bois. Ce qu’il voyait : des arbres, 86% de l’espace de la commune. Quand, en ce temps-là, on avait pour se chauffer, seulement, la bouse de vache et l’ajonc.

On voit bien qu’un paysage, avec la parole des gens, c’est toute une histoire. Et que, depuis la nuit des temps, ici, l’homme et l’arbre, c’est cul et chemise.

Et le tour de passe-passe de l’Histoire dominante commence par là : « La domination coloniale, sous sa forme scientifique, consiste précisément à prendre possession de la parole vraie, à se substituer au savoir constitué que les groupes en place ont sur eux-mêmes, au “discours indigène”, qui est dès lors relégué au niveau des fables enluminées dénuées d’intérêt scientifique ».<sup>1</sup>

La rare parole de ce vieil homme devant l’espace et le temps est elle-même tout un paysage. Et nous, qui venions de nous installer là, avec nos chèvres et nos brebis, pour y mener notre vie paysanne, nous

aurions tout le temps de vérifier que ce “discours indigène” n’est pas assimilable par les sciences humaines ni dans l’entreprise productiviste de l’agriculture industrielle.

Le savoir historique est à la fois idéologique et limité. Quand il s’agit de “l’autre”, en ce cas l’indigène de l’hexagone<sup>2</sup>, il véhicule une ignorance significative. Ce qu’exprime remarquablement Andrée Corvol, à propos du passage dans les Pyrénées du Réformateur des Eaux et Forêts, Louis de Froidour, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle : « Les arrachages et abat-tages qu’accomplissent quotidiennement les habitants sont donc privés de leur cohérence interne dans “l’analyse officielle”. Cette logique intrinsèque au monde rural ne préoccupe donc pas Louis de Froidour et pas davantage ses collègues en tournée pour l’excellente raison qu’ils ne supposent pas son existence. ».<sup>3</sup> Cette “excellente raison” étant en effet la matrice d’un montage truqué de l’histoire. Il en existe une autre tout à fait fondamentale qui est que l’histoire populaire ne connaissant pas l’écriture, ce sont toujours “les autres” qui la racontent, l’écrivent, l’instituent.

Ainsi, « la population paysanne ne parvient pas à se débarrasser du statut d’êtres mineurs, incapables de distinguer ce qui vaut mieux pour elle, et donc obligés de se soumettre à des décisions qui prétendent faire leur bonheur. »<sup>4</sup>

Et jusqu’au bout il en sera ainsi. La grande période réformatrice que fut l’après seconde guerre mondiale eut pour but, en

---

1 A. ALBERGONI, F. POUILLON, *Le mal de voir*. Cité par B. BESCHE-COMMINGES dans *Le savoir des bergers de Casabède*.

---

2 Le chapitre 1 du livre de J-F. SOULET est intitulé *Les indiens de la France*.

3 A. CORVOL, *L’homme aux bois*.

4 A. CORVOL, *idem*.

agriculture, de faire des paysans des “français comme les autres”.

## « Que faire de ces gens ? »

C'est ce que se demande, vers 1860, un conservateur des Eaux et Forêts.

Ces gens, qui ne comprennent pas qu'on leur veuille du bien, qui ont la tête ailleurs, dans un autre mode de vie, profondément lié à leurs montagnes.

La partie se joue dans un pays en proie à un bouleversement global avec la révolution industrielle (révolution aussi du territoire et révolution sociale) qui ne se conçoit pas sans une mutation correspondante en agriculture, le monde de la finance et de la marchandise pénétrant partout.

« À la fin de la Restauration, tout se passe comme si la vie de la nation devait être davantage réglementée. Des pans de la société, qui échappaient jusqu'à présent à un certain encadrement législatif, sont désormais pris dans les rets du législateur. Une fois achevée la délimitation des territoires boisés et construite la clôture juridique, la société englobante, par le biais du code forestier et de l'administration forestière a aussi colonisé l'imaginaire des communautés rurales, déterminé les enjeux des troubles, figé le rituel de la révolte et maîtrisé le rythme des “émois” ».<sup>5</sup> L'enjeu de société est radical : l'opposition entre les communautés d'habitants, leurs droits séculaires, et les grands propriétaires, avec le premier d'entre eux : l'État. Il s'agit d'achever l'étatisation du terri-

toire et l'unité de la nation pour l'accès à la modernité et aux principes universels de la République.

Mais ça ne va pas se passer tout seul. Ce sera : « l'insurrection généralisée de la montagne pyrénéenne durant la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle » : s'y conjuguent un phénomène de longue durée : « l'utopie séculaire des communes débarrassées de la tutelle étatique », et un phénomène récent : « l'intrusion de l'économie capitaliste dans une cellule agricole qui fonctionnait jusqu'alors en économie de subsistance ».<sup>6</sup>

## On les appelait “Demoiselles”

« Les rebelles, en effet, pour n'être pas identifiés par les particularités de leur costume, couvraient celui-ci d'une ample chemise de femme, (tels les Camisards des Cévennes vers 1700, et bien d'autres rebelles traditionnels) ».<sup>7</sup>

Pour n'être pas identifiés, mais aussi pour l'être – toute une interprétation historique privilégiant cet aspect carnavalesque de “folklore engagé”.<sup>8</sup> Certes, celui-ci en dit long, mais les données économiques et sociales sont déterminantes. Les insurgés pyrénéens sont les pauvres, les sans-rien, sans terre surtout, des prolétaires, et des ayant-trop-peu, des précaires. La grande majorité des gens de la montagne.

Il s'agit bien d'une insurrection exclusivement montagnarde. Dans cette guerre

5 F. CHAUVAUD, *Le dépérissement des émotions paysannes dans les territoires boisés au XIX<sup>ème</sup> siècle*.

6 A. CORVOL, *idem*.

7 *Histoire de la France Rurale*, Tome III.

8 F. BABY, *La guerre des Demoiselles*, 1972.



d'identité, il n'est pas si simple de s'y reconnaître. D'abord parce que l'histoire ne parle pas la langue de ces gens (et nous non plus). Et aussi parce que les Demoiselles n'ont pas laissé de traces (sauf quelques "tracts"). On ne les connaît que par des rapports de police ou de l'administration.

Or, en ce temps-là, en 1829, la guerre des Demoiselles, venue de l'ouest du département, arrivait dans le haut massif de l'Arize, entre la vallée pyrénéenne de Massat, et celles, sur le versant nord des pré-Pyrénées, de Sentenac et d'Esplas de Sérou.

Et la guerre, le 1<sup>er</sup> Août 1832, à Esplas, c'était ça : « Ce jour-là, une quinzaine de gardes forestiers, accompagnés de la brigade de gendarmerie de Rimont et d'un piquet de la garde nationale à Esplas surprisent 400 bovins dans la forêt de M. de Belissens. Tandis qu'ils s'apprétaient à les

conduire à St Giron, arrivèrent les habitants de Boussenac (Massat), prévenus par les bergers. Déguisés, armés, menaçants, ils étaient près de 800 et certains se mirent aussitôt à tirer pour effrayer l'adversaire. Celui-ci riposta, blessant plusieurs villageois et tuant l'un d'eux ».<sup>9</sup>

Le décor est planté : une contrée très peuplée (1500 habitants alors à Esplas, moins de 150 aujourd'hui), des demoiselles déguisées, l'ennemi (gardes forestiers ou garde nationale, gendarmes, et seigneurs) bien en place. Le motif : la saisie de bétail ; bétail délinquant selon les uns, dans ses droits d'usage selon les autres.

Le Code Forestier a jeté de l'huile sur le feu, mais les affrontements étaient coutumiers et séculaires : « Dès 1790, les gens d'Esplas protestent contre leurs anciens seigneurs, le Baron de Durban et M. de

<sup>9</sup> J-F. SOULET, *idem*.

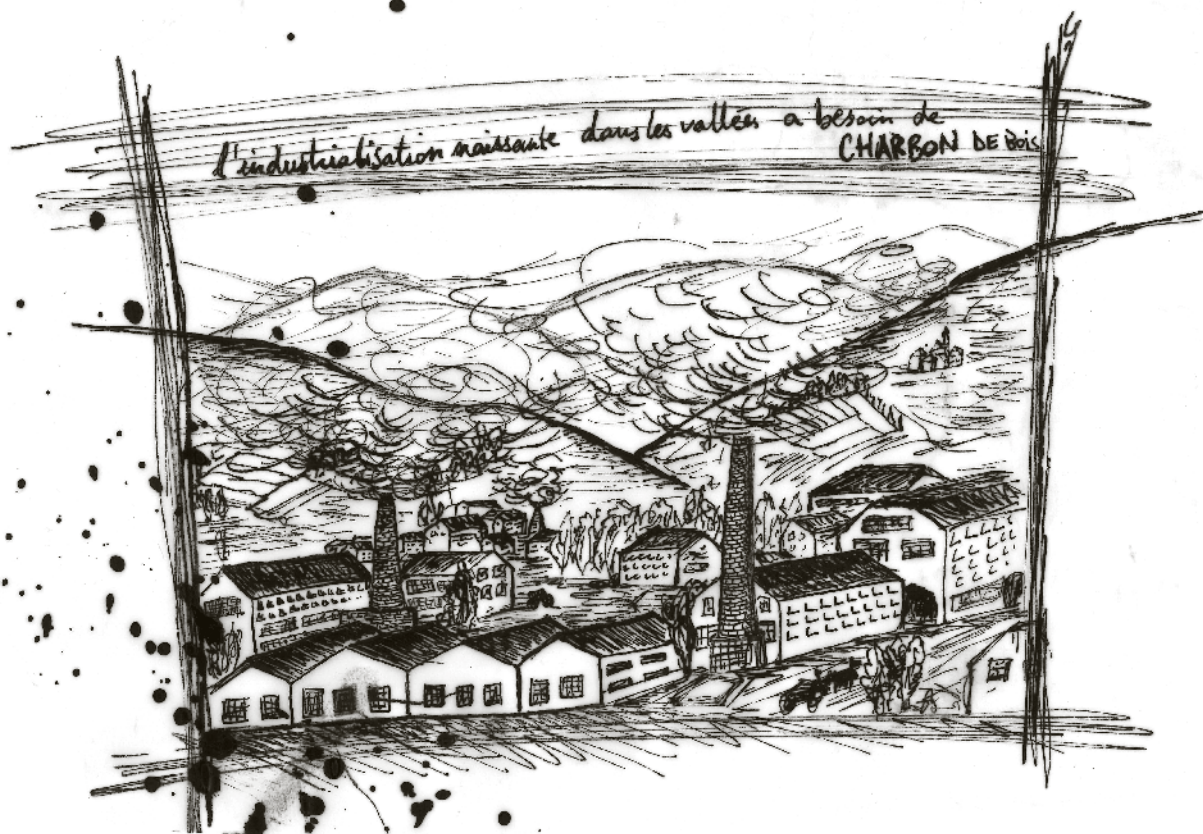
Sentenac qui rendent tout à fait inutile cette faculté (les droits d'usage des habitants en forêt), en forçant la possibilité de ces forêts, en faisant arracher les troncs et les racines des arbres, en y plaçant continuellement un grand nombre de charbonniers qui font main basse sur tous les arbres, et qui enlèvent à tous les habitants de ces lieux toute ressource pour la construction, le chauffage, et la cuisson de leurs aliments ».<sup>10</sup>

La Révolution de 1789 en effet, s'en est pris violemment aux droits communaux, n'a pas contesté la propriété des seigneurs maîtres de forge, et, par la vente des biens

nationaux, a conforté une nouvelle bourgeoisie terrienne.

A ces "lutttes de classes" s'ajoutaient les conflits inter-valléens, inter-villageois, entre les communautés elles-mêmes. La dureté de la vie, la surpopulation, l'oppression et la manipulation des possédants étaient source de multiples conflits, parfois violents, surtout pour les rivalités de pâturages : « Le 26 Juin 1796, la nuit, de nombreux gens d'Esplas encerclent une cabane occupée par 4 boussenaquois. Après avoir essayé une volée de coups de bâton, les infortunés prennent la fuite afin de donner l'alerte dans leur village. Les massatois ont sonné le tocsin et 3 à 4000 hommes, femmes et enfants, armés de hache, de faux, de fusils, se retrouvent sur les hauteurs du col du Portel.

10 J-F. SOULET, *idem*.



Les meneurs décident de se transporter dans les villages d'Esplas, de Sentenac, de Castelnau, et de mettre à feu et à sang toute la contrée. À midi, le cortège est en vue des premières maisons d'Esplas : c'est l'affrontement. Après quatre heures d'échauffourées, Jean Saurat, d'Esplas, s'effondre, mortellement blessé. Affolés, les envahisseurs se retirent, en faisant rouler des gros rochers qui brisent les arbres qu'ils rencontrent. À la tombée de la nuit, les assaillants sont partis, laissant derrière eux un champ de désolation. En fait, ce fut un mort par erreur, les coups de feu étant tirés en l'air. »<sup>11</sup>

On doit avoir à l'esprit, face à une telle relation épique, qu'il s'agit là de rapports de police ou de compte-rendus de procès car il est significatif qu'après un tel désir de mettre le pays à feu et à sang, il n'y ait qu'une seule victime, et accidentelle. Le nombre de victimes de cette guerre étalée sur plusieurs décennies sera très limité, quelques centaines, et surtout des gardes forestiers.

La région de Massat, le col de Port, le massif de l'Arize, marquent diverses limites entre l'est et l'ouest des Pyrénées. Frontière linguistique entre le gascon vers l'Atlantique et la langue d'Oc du côté méditerranéen. Contraste entre le Couserans voisin, "petite Vendée", catholique, et le cours de l'Arize, huguenot. Les violences y furent extrêmes au temps des guerres de religion. C'est ici également que se marque une distinction fondamentale entre l'est et l'ouest de la chaîne : « des différences profondes opposent pourtant l'ancienne vie politique des vallées arié-

geoises à celle des vallées des Pyrénées centrales. Il est certain que ces dernières ont connu une autonomie et une vie collective bien plus marquée... Sans doute, les Pyrénées centrales ont-elles connu aussi l'emprise du pouvoir seigneurial. Mais les grandes vallées s'en sont affranchies très tôt, dès les XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles. Grâce à toute une série de chartes et de franchises, elles deviennent maîtresse absolue de leurs bois, de leurs estives et de leurs eaux ».<sup>12</sup>

Droits coutumiers gagnés de haute lutte et qui remontent loin dans le temps. Et la limite géographique n'était pas absolue puisqu'on retrouve les mêmes "législations", que ce soit les *fors* d'Oloron en Béarn ou les *usatges* de Barcelone, ces derniers disant : « Les routes, les chemins publics, les eaux courantes, les eaux vives, les prés, les pâturages, les bois, les terres incultes et les roches qui existent dans ce pays appartiennent aux seigneurs, non pas qu'ils les aient en alleu (en franchise), ni à titre de maître, mais pour qu'ils soient en tout temps au profit de leurs peuples sans qu'il y ait de titre et sans redevance connue. » (XI<sup>e</sup> siècle).

Ces *usatges*, *fors*, *fueros*, sont de coutume, tant au nord qu'au sud de la chaîne, de la Catalogne au Pays Basque. Débattus tout au long des siècles dans les assemblées de vallées, les *universitats* béarnaises, ou les *consejos abiertos* de l'autre côté de la chaîne.

Assemblées de vallées où on débattait et décidait de tout : foires et marchés, travaux publics, impôts, migrations, transhumances, défense, avec un budget pour ces peuples en armes, sécurité sociale,

11 J-F. SOULET, *idem*.

12 M. CHEVALIER, *La vie humaine dans les Pyrénées Ariégeoises au XIX<sup>e</sup> siècle*, 1956.

aide aux indigents, problème de justice. Jusqu'à un volet de "politique internationale" par lequel les nations frontalières France et Espagne reconnaissaient aux montagnards le droit de commercer, de migrer, de transhumer, même en temps de guerre entre les deux pays.

Le système de transhumance des hommes et du bétail, que ce soit vers l'estive en été ou en plaine l'hiver, toutes les règlemen-

tations qui leur étaient liées constituaient un ensemble très complexe en rapport aux spécificités géographiques et aux évolutions locales. Tout cela était débattu régulièrement, avec tout un rituel festif. Cet ensemble de liens et de mouvance est ce qu'on appelait les *lies et passeries*, et culmine avec les accords du Plan d'Arrem (Pyrénées Centrales) qui mettent en place une véritable fédération pyrénéenne du

## L'Ariège au temps des Demoiselles

On peut se demander pourquoi cette guerre des Demoiselles eut lieu précisément en Ariège, même s'il y eut des événements comparables ailleurs, moins le rituel carnavalesque. Ainsi le Code Forestier déclencha dans les "pasquiers royaux" (communaux boisés) du Capcir, en Roussillon, une insurrection du même type, tandis qu'à l'autre bout de la chaîne, et sur l'autre versant, en Biscaye, autour de Guernica : « Une terrible crise paysanne, entre 1840 et 1853, opposa "bétail riche" et "bétail pauvre" sur les communaux, les forces de l'ordre brûlent les cabanes des pâtres qui n'avaient pas payé l'impôt. On allait perdre la bataille pour la liberté dans le loisir et dans le travail ».<sup>1</sup>

En Ariège, la surpopulation exacerbe les conflits pour la survie. Les visées de l'administration étatique se précisent : « En 1825, l'administration centrale définit sa ligne : il est à prévoir dans un avenir assez proche, l'annulation des méthodes suivies dans ce département ». Ces méthodes : la vaine pâture, les droits d'usage sur les forêts et les communaux non boisés. Tout ce qui constituait la base matérielle et spirituelle d'une civilisation. Ce qu'exprimait une lettre, le 15 mai 1848, adressée au ministre de la Justice à Paris, par 18 insurgés forestiers détenus en prison à Bagnères-de-Bigorre : « Nés au sein de vastes forêts dont le nombre infini d'arbres qui peuplent le versant et la crête de leurs montagnes appartient aux exposants ainsi qu'à leurs concitoyens... ». Ils avaient mis le feu aux papiers du garde général des Eaux et Forêts.

En Ariège, la civilisation agro-pastorale était moins profondément implantée vu l'emprise qu'exerçaient les nombreux seigneurs de montagne et les consulats urbains de Foix et de Saint Girons. Et surtout peut-être l'Ariège concentrait l'essentiel de l'industrie des forges de la Catalogne : en 1850, 41 forges en Ariège pour 77 pour l'ensemble des Pyrénées.

Les maîtres de forges, nobles ou bourgeois, sont de grands accapareurs de terrains. Une forge brûle 100 hectares de forêt par an. Cette métallurgie au charbon de bois est l'axe de la montagne industrielle. Elle se fournit en minerai de fer d'excellente qualité à Rancié, dans le Vicdessos. Les mineurs de Rancié s'insurgeront d'ailleurs, pour leurs droits en 1830, avec les Demoiselles. Une forge induit 100 emplois, dont

1 M. BRUNET, *Le Roussillon, une société contre l'État*, 1986.

Pays Basque au Couserans. Ce qui aurait pu être une ébauche d'unité politique de la chaîne ne survivra pas car c'est à ce moment là, et au niveau européen que s'im- plante une véritable idéologie de l'État- nation qui culminera au XIX<sup>e</sup> siècle.

D'ailleurs, une dizaine d'années après le Plan d'Arrem, la grande guerre des pay- sans qui souleva les campagnes de l'Au- triche jusqu'à la Belgique est effroyable-

ment réprimée par les féodalités des États naissants et la parole de Luther.

Ce Plan d'Arrem pourtant, témoin de la volonté et de la capacité de la civilisa- tion agro-pastorale de montagne à se pen- ser elle-même, à envisager et à résoudre ses problèmes, avec ses contradictions, ses limites, dans un monde où les valeurs d'autonomie et de liberté se heurtent à l'emprise sociale des accapareurs de terres

8 seulement pour la forge. S'il y eut guerre, ce fut bien contre les maîtres de forge, et contre leur allié "naturel" l'Administration des Eaux et Forêts qui devient, chargée de constituer le capital forestier de la nation, la maîtresse quasi-absolue de la montagne ariégeoise.

C'est contre elle que cette montagne prend feu. Il faut rappeler qu'en 1848, 60 000 hommes de troupe sont mobilisés dans les Pyrénées contre les troubles forestiers. Et cela ôte bien du prétendu caractère archaïque de cette révolte mis en avant par les historiens. Certes, les Demoiselles n'ont aucune analyse "dialectique", mais elles savent bien pourquoi elles se battent. On se demande même si ce ne seraient pas ces espèces de "croisés" des Eaux et Forêts avec leur conception primaire d'une modernité aujourd'hui galvaudée et contestée, qui véhiculeraient une sorte d'archaïsme liée à l'idée de progrès.

Mais les Eaux et Forêts étaient en même temps un organisme étatique parfaitement moderne, opérationnel et légitime, occupant totalement le terrain. Et ce face-à-face entre un peuple sans État et un organisme jouissant des valeurs fondatrices d'une société moderne ne fut même pas un dialogue de sourds, car de dialogue, il n'y en eut pas. Chaque partie ignorant la réalité de l'autre.

Fondées sous Colbert, les Eaux et Forêts avaient une structure militaire très hiérar- chisée, un pouvoir administratif et judiciaire. Elles furent maître d'oeuvre au temps des Demoiselles de l'accaparement des terres en Algérie au profit des colons. Et d'ailleurs, en 1873, un décret stipule que les gardes recrutés devaient avoir fait 12 ans dans l'armée. Et la plupart auront fait leurs classes en Algérie. Andrée Corvol constate que « Dès 1840, l'Algérie s'affirme comme le banc d'essai pour les réformes des forestiers étatiseurs ».

Sous la III<sup>e</sup> République, Paul Bert, ministre de l'Instruction Publique en 1881, pro- moteur de l'enseignement gratuit et obligatoire déclarait : « Il n'est pas possible de supporter que des indigènes arrêtent le progrès. Il n'est pas acceptable que le dévelop- pement de la civilisation soit arrêté par des traditions arabes ».

Ce qu'ils pensent des "indigènes" de l'hexagone, qualifiés de tous les noms d'oiseaux, est du même tonneau. Un fonctionnaire des Eaux et Forêts peut affirmer que c'est « la nature perverse des délinquants » qui est cause des délits.

et de droits, issus du passé ou acteurs du monde qui vient.

## Mais qui était-il, ce peuple de la montagne ?

Il était quelqu'un d'absolument inimaginable aujourd'hui. Étrange, repoussant, fascinant, pour les voyageurs, artistes, scientifiques, touristes du XIX<sup>e</sup> siècle ; sauvage, primitif, rebelle, pour les tenants de l'idéologie nationale. Mais surtout méconnu de tous.

L'idée reçue qui plane sur l'histoire à propos du monde paysan est exprimée dans sa quintessence par le géologue Martel voyageant dans les Causses et les Cévennes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Arrivé dans ce qu'il appelle le pays camisard, il évoque la lutte du peuple de ce pays pour la liberté de conscience. Il le fait en ces termes : « les Camisards avaient besoin de chefs intelligents et dynamiques, qui ne leur manquèrent pas, quoique paysans ».

Et couac ! Le grand couac de l'histoire.

Seuls quelques esprits éclairés – Élisée Reclus, Victor Hugo – font un récit plus réel de ce qu'ils ont vu dans ces montagnes. Et aussi cet ingénieur, Leroy, dont Christian Desplat a exhumé le mémoire *À la découverte des Pyrénées au XVIII<sup>e</sup>* peu avant la Révolution : « l'un des premiers à souligner l'organisation communautaire des éleveurs pyrénéens », éleveurs qu'il décrit en ces termes : « En général, ces

habitants sont spirituels et industriels, ils fabriquent eux-mêmes tous les instruments dont ils ont besoin ; ce sont les femmes qui cultivent la terre ».

Un peuple nombreux et multiple, enraciné et mouvant, uni par une conscience commune et rivé aussi à ses conflits internes. Peuple de toute sorte, de mains d'hommes et de femmes. Bergers et paysans, mille métiers d'artisans, ouvriers des forges, des mines, des carrières ; artisanat domestique des hivers : textile, vannerie, poterie, etc... ; peuple ouvrier des moulins au bord des rivières ; peuple des bois : charbonniers, muletiers, bûcherons ; et commerces des bourgs.

Peuples de ceux, de celles qui vont, qui viennent, qui passent. Car on allait, venait beaucoup en ces temps-là, été comme hiver dans tous les coins de la montagne. Les transports se faisaient à pied, à dos d'hommes, de femmes, d'ânes et de mulets. C'est l'arrivée de la modernité qui a fait des Pyrénées une chaîne difficilement franchissable.

On allait faucher en Catalogne, moissonner en Comminges.

C'était la grande transhumance des bêtes et des gens ; les colporteurs, colporteuses beaucoup, porteurs de nouvelles et de minuscules utilités, jusqu'aux quatre coins de la France ou de l'Italie ; vendeurs de glace pour Toulouse ; les filles et les garçons qui s'en vont à la louée dans les fermes ou à la ville ; les montreurs d'ours, les pèlerins, les vagabonds, les coureurs d'aventures



**1850** – même si les actions de “commando” des Demoiselles ou autres perdurent quasiment jusqu’à la fin du siècle – marque un renversement complet de la situation. D’abord, par la saignée de la population de la montagne. En cause, toutes les formes de répression brutale des droits coutumiers (procès, amendes, saisies, et peines de prison) ; l’écroulement soudain des forges à la catalane face à l’émergence de la métallurgie industrielle des hauts fourneaux ; avec en plus, autour des années 1850, la maladie de la pomme de terre et l’épidémie de choléra qui fit 12 000 morts en Ariège. S’en suit un exode massif. Entre 1846 et 1890, le Couserans perd 72% de sa population, le pays de Foix 45%. L’émigration, saisonnière ou définitive, était certes une coutume, mais jusque-là elle contribuait plutôt à la stabilité du corps social, mais cette fois-ci, c’est l’agonie. En quatre ans (1846-1850), Massat passe de 8 863 à 3 922 habitants. Dans le 2<sup>ème</sup> moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l’Ariège tombe de 270 000 à 200 000 habitants. Et c’est la montagne qui paie la note.

Le pays s’est vidé de sa substance, les pauvres dont la vie et la survie étaient liées aux droits coutumiers. Ils deviennent les sans-traces, les sans-papiers de l’histoire.

avouables ou moins. Ils s’en reviennent, ou pas, de la ville, de l’Afrique, des Amériques.

Et puis, tout un peuple de l’illégal, et comme poisson dans l’eau. Insoumis à la conscription ou au fisc, contrebandiers, désobéissants en tout genre à ce qui venait du véritable étranger : l’État. Ainsi Banyuls, république de contrebandiers, pêcheurs et montagnards ; Mérens, place forte de brigands ; ou « le peuple de Seix qui ne respire que par la fraude ». Tout ce qui se passait et passait par les “chemins scabreux” où il était beaucoup plus risqué d’être douanier que contrebandier.

Subversion, légitimité inversée. De toute façon, un peuple aux valeurs autres que celles de l’ordre national existant.

Cet ordre qui les voit ainsi par la bouche de MM. les inspecteurs de l’agriculture des Hautes-Pyrénées en 1873 : « Les bergers de ces localités sont un des plus grands fléaux qu’ait à redouter l’agriculture du pays. Ne possédant pas un centième de terrain, sans fortune pécuniaire : haies, fossés, prés, champs, vignes et ré-

coltes, rien n’est sacré pour cette classe de gens essentiellement nomades. Quelques exemples sévères, mettraient fin sans doute à ces actes de barbarie, dont l’impunité aurait pour conséquence de mettre la propriété à la merci de gens sans aveu ».

Décidément, il y avait incompatibilité.

Autre chose encore, les bribeurs des bois : « Briber, c’est l’occupation principale ou marginale de tous les villages. Briber, c’est se promener dans la forêt, couper du bois pour se chauffer, faire les affouages, ramasser des girolles en automne, des baies au début de Novembre quand les premières gelées ont attendri leur chair trop ferme. C’est poser un collet, manger du lièvre un jour de chance, dénicher des œufs, cueillir des pissenlits. INTERDIT ! Car briber, c’est aussi un mode de vie, celui de tous ceux pour qui le travail n’est pas une panacée, de tous ceux qui veulent et savent manger et vivre un jour ici, un jour là, sans bourse délier ».<sup>13</sup>

---

13 D. RONDEAU, F. BAUDIN, *Chagrin Lorrain : la vie ouvrière en Lorraine 1870-1914*.

Mais les travailleurs des bois, de chantier en chantier, de région en région, et même de pays en pays, ne s'occupaient pas que de trimer. Ces bûcherons, charbonniers, voituriers, scieurs de long, bâtissaient leurs demeures saisonnières dans une clairière, faites d'arbres, de feuillages, de terres, de mottes d'herbe. Et avec femmes et enfants, et puis les poules, la chèvre. Voyageant par troupes, voyant du pays, chantant, blaguant. « Nous parlions des affaires du pays, des élections, des réunions, du journal *L'Émancipateur* ».

Rien n'effrayait plus les patrons, la police, tout l'ordre établi, que ce turbulent peuple de nomades, des usines, des mines, des montagnes et des plaines, et du fond des bois, « Et si le patron n'est pas content, bonsoir ! Je m'en vais voir ailleurs ! » Il faudra bien le XIX<sup>e</sup> siècle entier pour fixer tout ce monde sur le lieu de travail.

## Être femmes dans la montagne

Dans l'histoire oubliée, celle des femmes l'est à un degré supplémentaire. Il fallut attendre l'ouvrage de la béarnaise Isaure Gratacos en 1987, *Femmes pyrénéennes, un statut social exceptionnel en Europe*, pour révéler le rôle fondamental des femmes dans l'ouest pyrénéen, pays de "l'aïnesse absolue" où dans la propriété, la transmission se faisait par les femmes "les aïreteras" si une femme était l'aînée. Ce qui en faisait le chef de la maisonnée, et quand elle se mariait, le mari prenait son nom à elle. Elle siégeait aux assemblées de vallées, avec le même droit de vote que tous les membres. Ainsi ces femmes pyrénéennes votaient depuis des siècles, alors que la France ne connaîtra que le suffrage

universel masculin jusqu'à 1945. Ce statut, comme tous les droits coutumiers, dégénéra au fil du temps.

Cet air de liberté était sensible dans tous les aspects de la vie féminine, et dès la jeunesse. Il faudra l'action combinée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle de l'Église et de l'État, venus tard ici pour venir à bout de pratiques comme les veillées amoureuses, les rites sexuels dans des lieux déterminés près des villages, les mariages à l'essai, etc. Isaure Gratacos raconte qu'elle a recueilli des témoignages sur une "coutume encore pratiquée en Ariège dans les années 1920" : « C'était une coutume que les jeunes filles se promènent en groupe de 8 ou 10. Elles espéraient rencontrer un jeune homme seul. Les hommes mariés étaient laissés en paix. Même les jeunes hommes du village étaient épargnés. Mais si un étranger se rencontrait dans un endroit solitaire, les jeunes filles se précipitaient sur lui et se conduisaient comme les filles du Pacifique, sauf qu'on ne le tuait jamais. »

Cette pratique, qu'I. Gratacos compare à celles des "filles du Pacifique", plonge dans les profondeurs de la ritualité païenne.

Et il faudrait parler de cet univers spirituel des montagnards, de leurs chants, leurs contes, leurs danses, leurs rites, intimement liés à leur vie quotidienne elle-même imprégnée des travaux et des jours, mais aussi de la fréquentation des mystères de leur haut pays, tout près des étoiles et des profondeurs de la terre.

## La déforestation de l'Histoire

« Un peuple qui s'en va », mot d'Élisée Reclus à propos des Basques : on peut le

repandre ici. Le bouleversement d'une société, la disparition de ses acteurs et victimes, expliquent sans doute que ces événements aient disparu de la mémoire locale : la transmission, dans cette culture d'oralité, n'était plus assurée. Les deux guerres mondiales du XX<sup>e</sup> siècle parfaient l'ouvrage.

Le "roman national" français a sauté ou arraché cette page de son récit. Un trou de mémoire qu'on prétend combler avec tout un vocabulaire en vogue : pays, patrimoine, tradition, repères. Tout un bataillon folklorisé et rentabilisé.

Ce qu'il s'est passé dans ces montagnes, des siècles durant, et comment cela a été finalement anéanti, par des pouvoirs féodaux, monarchiques, puis républicains, est riche d'enseignements aujourd'hui, si éloigné que cela paraisse de l'actualité à la une, sa puissance et ses rythmes délirants.

Ce qui n'a pas changé est que toute société dominante ne supporte pas "l'autre", encore moins quand ses moyens et ses buts sont mondialisés.

On peut prendre, à ce propos, l'avis d'un expert, le Maréchal Bugeaud, conquérant de l'Algérie, qui disait : « l'assimilation est une éducation, inévitablement lente, des peuples soumis, à nos procédés modernes d'exploitation ».

Autrement dit : on supprime d'abord les peuples, puis on les éduque.

La guerre des Demoiselles symbolise une opposition radicale à propos du politique et de la loi, ainsi que de ce fameux "vivre ensemble" qui fait papoter maintenant les vainqueurs.

Et pourquoi ne resterait pas d'actualité, quant au rapport à la terre, à une vision de la nature, aux rapports sociaux que cela implique, cette déclaration d'un fonc-

tionnaire en mission, en Moselle, en 1802, dans son *Mémoire statistique* : « Les droits de parcours et de vaine pâture sont un obstacle au progrès de l'industrie puisqu'ils fournissent aux prolétaires les moyens d'élever et d'entretenir leur bétail, dont ils tirent une partie de leur nourriture et de leurs vêtements, sans que le besoin les contraigne d'y pourvoir ».

Traduisez ça en termes adéquats au tissu social contemporain, et vous en serez peut-être surpris.

On peut, non pas conclure, mais en terminer ici avec ce constat de Michel Brunet à propos des Pyrénées catalanes : « En somme, si les forêts avaient été placées sous la garde des communautés locales, on serait peut-être arrivé, en pratique, à un meilleur équilibre entre l'exploitation par l'homme et les capacités de reproduction et de régénération naturelles. Les montagnards avaient bien su préserver, au cours des siècles, les fondements d'une économie sylvo-pastorale ».<sup>14</sup>

Un dernier mot, pour la route, qui conclut le livre de Jean-Pierre Lescarret, *La vie dans les Grandes Landes au temps des bergers et des loups* :

**« La civilisation agro-pastorale n'est pas morte de mort naturelle, elle a été assassinée »**

**Jacou, paysan ariégeois**

---

14 E. SESMERO-CUTANDA, *La répression en Biscaye (1840-1873) : Action politique ou luttes de classes ?*